

N° 796 — 4 F
DU 28 SEPT. AU 4 OCT. 78

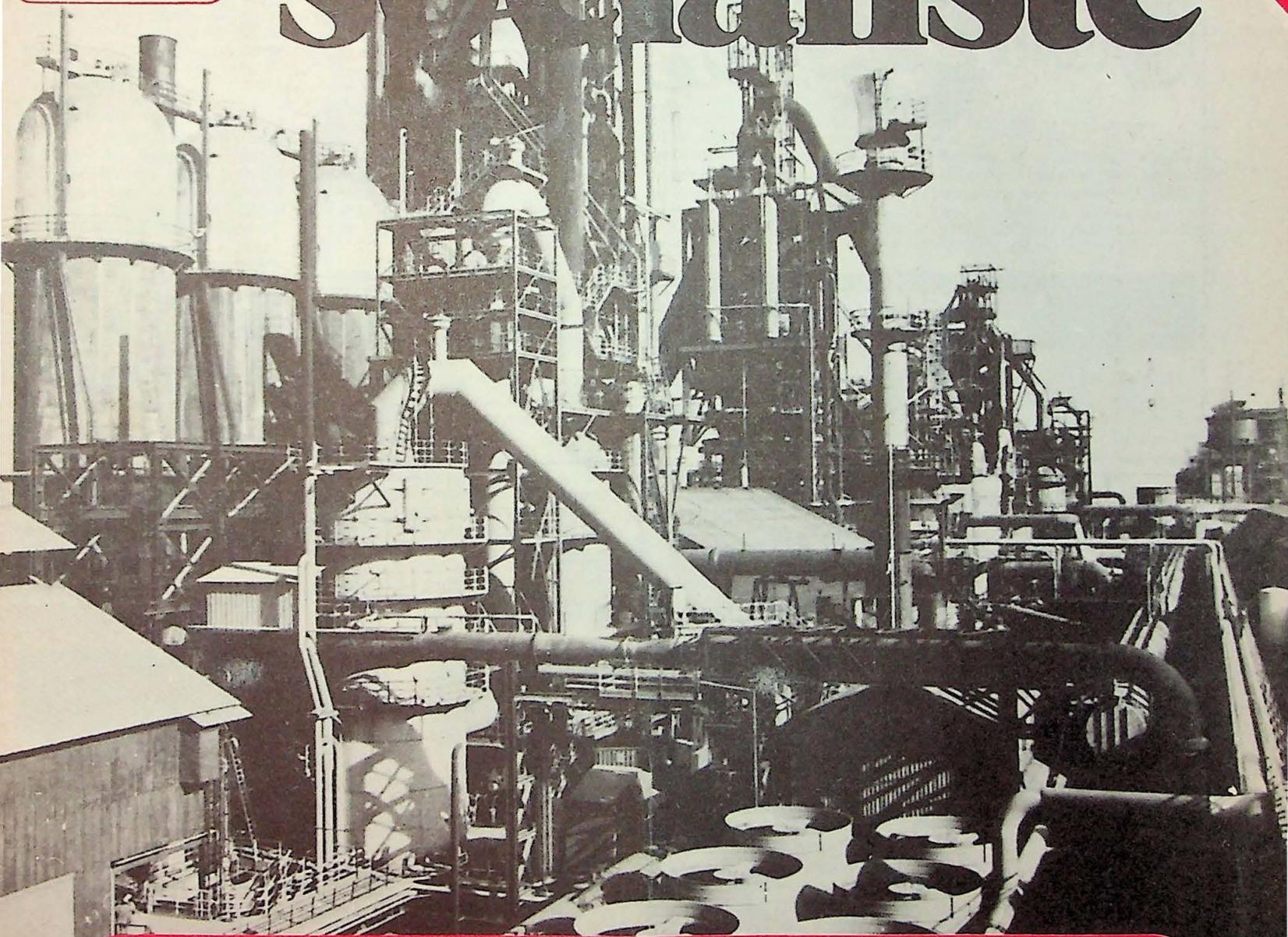
NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

NUCLEAIRE :
AVANT QU'IL NE SOIT
TROP TARD



SIDERURGIE :
le Hold-up du siècle

Insoumis contre le rituel de la grève de la faim



Quatre membres — quatre femmes — de l'équipe de la « Gueule ouverte » ont entrepris le mercredi 20 septembre, une grève de la faim. Leur but : atti-

rer l'attention des journalistes sur les problèmes de l'insoumission. Pourtant, ce ne sont pas des fanatiques de la grève de la faim ; simplement, elles n'ac-

ceptent pas d'être, par le silence, les complices du rituel implicite qui est en train de se mettre en place pour les insoumis. L'une des quatre, Isabelle Cabut, nous écrit :

« Considérés comme des irresponsables à qui on refuse le droit à une opinion, on met les insoumis en prison comme des malfaiteurs. Aussitôt, presque tous refusent de se nourrir. Cela peut durer 30, 40, 60 jours... jusqu'au coma, à la raideur des membres, au danger mortel. Là, et là seulement, la société, considérant sans doute qu'ils se sont acquittés du droit de péage, les remet en liberté. Ce rituel, devenu ordinaire, accepté de part et d'autre, me paraît d'une barbarie monstrueuse. »

péen. La carpe (libertaire) va à nouveau frayer avec le lapin (réformiste). Le résultat risque à nouveau d'être monstrueux.

Autrement dit, guère d'illusion à se faire, une partie des écologistes sont mûrs pour la grande farce électorale qui leur tient souvent lieu d'action depuis 1977. Au cours de sa conférence de presse, le Mouvement Ecologique a d'ailleurs montré que l'action et la réflexion piétinaient chez beaucoup de verts. Sauf à S.O.S., évidemment, où l'on se comporte de plus en plus comme un état-major de parti (sans troupe).

Cet empressement électoral, plus ou moins bien avoué, n'est pas du goût de tous les écologistes, il s'en faut de beaucoup. Ils n'apprécient guère les initiatives, à leur niveau local, des « responsables » de la C.I.M.E. qui s'est constitué « à l'appel d'écologistes considérés comme représentatifs du mouvement ». Quant aux Amis de la Terre, ils ont déjà fait savoir depuis plusieurs mois que la compétition électorale les intéressait très médiocrement et qu'ils ne comptaient pas présenter de candidats.

Vu les résultats de Fabre-Luce dans la 16^e circonscription de Paris, c'est une vision plus sage qui devrait être imitée par beaucoup d'autres. Il arrive un moment où non seulement on gaspille ses forces mais où, aussi, on court le danger de se déconsidérer.

Les écologistes et les élections: "J'y va t'y... J'y va t'y pas?"

Au cours de ce week-end la (récemment née) Coordination Inter-régionale des Mouvements Ecologiques, la C.I.M.E., va se passionner (à Lyon) pour les élections européennes. Toutes les dénégations n'y changeront rien : de nombreux écologistes et surtout quelques états-majors démocratiquement auto-proclamés et auto-choisis se demandent déjà comment ils vont aborder les élections européen-

nes du mois de juin. La perspective d'un scrutin à la proportionnelle qui garantit cinq ou six élus, pour peu que l'on franchisse la barre des 5%, fait rêver dans quelques chaumières.

Le Mouvement Ecologique du boulevard Arago, qui affirme représenter au moins un tiers des adhérents de cette C.I.M.E., explique pourtant que la participation à ces élections n'est pas acquise et qu'elle ne sera pos-

sible et souhaitable que si les écologistes peuvent en profiter pour mener une campagne d'explication « écologique et européenne » vis-à-vis de la population. Comme a priori, les élections c'est fait pour s'expliquer, on ne voit pas ce qui pourrait inciter les gens du Mouvement Ecologique à résister aux prières de S.O.S. - Environnement dont le président Delarue rêve d'un siège vert au Parlement euro-

Centre populaire de formation socialiste

78 A, rue de Sèvres - 75007 Paris

Le Centre Populaire de Formation Socialiste (CPFS) est un centre de formation ouvert à tous travailleurs, intellectuels, étudiants, syndicalistes. Il propose des thèmes d'étude et de réflexion marxiste et autogestionnaire.

Le Centre Populaire de Formation Socialiste se voudrait forum de rencontres et de discussions, outil d'acquisition de connaissances pour une meilleure intervention dans la lutte des classes.

SESSION AUTOMNE 1978

Cycle théorique. — Le mardi, de 19 h à 21 h (salles « La Défense » et « Duroc »)

- marxisme et écologie : les 10 et 17 octobre (Michel Mousel) Introduction (par Victor Leduc).
- marxisme et féminisme : le 24 octobre (Geneviève Petiot).
- marxisme et nationalité : les 7 et 14 novembre (Victor Fay).
- marxisme et politique : les 21 et 28 novembre (Serge Depaquit, Jean-Marie Demaldent).

- marxisme et autogestion : le 5 décembre (Victor Leduc).

Cycle historique. — Le vendredi, de 19 h à 21 h (salles « La Défense » et « Duroc »)

- les révolutions de 1848 : le 13 octobre (Remi Gossez) Introduction (par Christian Berger).
- Proudhon et Marx : le 20 octobre (Jean Bruhat).
- la Commune : le 3 novembre (Christian Berger).
- naissance du Parti Socialiste en France : le 10 novembre (Madeleine Ribérioux).
- l'unité socialiste : le 17 novembre (Madeleine Ribérioux).
- la scission de Tours : le 24 novembre (René Galissot).
- P.C. et S.F.I.O. jusqu'à l'échec du Front Populaire (1921-1938) : le 1^{er} décembre (Alain Chataigner).
- Le Mouvement ouvrier français (1938-1956) : le 8 décembre (François Turquan).
- l'émergence d'un 3^e courant (1956-1968) : le 15 décembre (Victor Fay).

BULLETIN D'INSCRIPTION AUX DEUX PREMIERS CYCLES

Nom :

Prénom :

Adresse :

S'inscrit au cycle :
Théorie Histoire

Règlement joint :
1 cycle : 70 F - 2 cycles : 120 F
C.C.P. Chèque bancaire

à l'ordre de :
CPFS, C.C.P. 15 307 39 C Paris.

Désire recevoir le programme du cycle Economie

Bulletin à retourner à : Simone RUEL, CPFS, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Breitenbach ou large rivière

Le conseil municipal de Breitenbach a décidé de changer le nom de ses rues. A ceux de Balsberg, Suppendorf, Bärenloch, Kriegersmatt et Fronenberg, il préfère désormais ceux, « bien français », de rue des peupliers, des tilleuls, de la grotte, de la paix ou des Vosges. Bientôt, le paysage alsacien ne sera plus que le prolongement indifférencié du bassin parisien...

L'initiative a créé une certaine émulation dans l'ironie. Certains proposent de traduire Breitenbach par « Large-rivière », ou assurent de leur soutien patriotique, le maire M. Dillenseger, rebaptisé pour la circonstance « M. Scieur de Planches »...

La fédération PSU du Bas-Rhin et les Nouveaux Autonomistes ont lancé conjointement une pétition demandant au conseil municipal de Breitenbach, de revenir sur sa décision ou de la soumettre au référendum de la population. Ils s'expliquent :

« Au moment où la littérature, la poésie, la chanson alsaciennes connaissent un renouveau sans précédent et au moment

où plus de 270 communes alsaciennes et mosellanes demandent un enseignement bilingue précoce, la décision de Breitenbach, parfait exemple d'auto-francisation en douceur et de soumission gratuite, est tout-à-fait « passée de mode ». Elle ne doit pas devenir contagieuse. »



notre menu

● On vous l'avait promis la semaine dernière, aujourd'hui on vous parle de Guy Bedos. Il présente son nouveau spectacle (15 nouveaux titres) à Bobino à partir du 3 octobre à 21 h (sauf le lundi). 13 ans après son premier passage dans cette salle, Bedos revient poursuivre ce qu'il a commencé. Moins polémique peut-être, la galerie de portraits qu'il dessine est un peu le reflet du désenchantement actuel. Plus corrosif dans ses portraits que dans ses propos, il se rapproche du langage utilisé par le cinéma italien : politique du quotidien, politique vécu. Au cours dudit spectacle, Guy Bedos enregistrera un nouveau 30 cm.

● Gabriel Yacoub (du groupe Malicorne) passera du 4 au 14 octobre à 20 h 30 à la Mûrisserie de Bananes (15, rue des Halles).

● Jean-Yves Luley, passera du 4 au 30

octobre, pour ceux qui se couchent plus tard, à 22 h 30, au Lucernaire.

● Pour ceux qui aiment le folk, la M.J.C. de Saint-Maur (94) 77, quai de la Pie, organise un festival le 30 septembre (de 13 h 30 à 24 h) avec Gérard Dôle, Saga, Siskin, Ricet Barrier et Bayou sauvage, et le 1^{er} octobre (de 13 h 30 à 23 h) avec Michel Legoubé, Epeutnard, Christian Séguret, Zacharie Richard et Bayou drifter band. Ça vous dit ? Alors en place pour le quadrille.

● Nos amis Bretons nous signalent une trouvaille du côté du café théâtre, en la personne d'Odette Simmoneau. Elle met en scène le bouquin de Victoria Thérame : **La Dame au bidule**. Pour la joindre, écrivez à la Maison de la culture de Rennes, ou écoutez Radio-Armorique sur 93 mhz FM, tous les matins avec Anne-Marine. **Michel MARTIN** ■

humeur

Les deux roues,

l'ennemi public numéro un

A chaque fois qu'un cyclomotoriste ou un motard se répandent sur le macadam en glissant stupidement sur une bande plastique de passage clouté ou de couloir à bus, ils déchirent lesdites bandes avec leurs nez ou avec leurs guidons. C'est le contribuable qui paie la réparation tandis que les motards partent à la morgue sans laisser d'adresse.

Non identifiés également les inconscients qui volent en l'air sur les bandes de pavés remis à la va-vite au milieu de la rue avant de s'écraser sur les barrières de travaux ou, pire, sur les compresseurs tapis dans l'ombre. On les ramasse et les entreprises de travaux publics, dont on connaît les difficultés économiques, paient pour les pots d'échappement cassés.

Stupides vraiment ces malheureux qui s'entêtent à se jeter dans les portières de voiture et ne savent pas accélérer pour échapper aux caisses qui brûlent les feux rouges ou ne savent pas ralentir quand il pleut.

Traîtres à l'économie encore tous ces utilisateurs de deux roues qui font stagner la production automobile et poussent souvent le vice jusqu'à mettre leurs engins dans le train pour faire quelques centaines de kilomètres. La S.N.C.F. a d'ailleurs mis le holà à cette mauvaise habitude en interdisant à ces fraudeurs du transport de faire voyager leurs montures en bagages accompagnés. Réfractaires à la bagnole ? Alors payez le prix fort, mes gailards.

Indifférents à l'équilibre budgétaire tous ces gagnepetits qui économisent mesquinement sur l'essence et

sur la carte orange ou demi-tarif en roulant toute une semaine pour dix ou quinze francs.

Subversifs ces casqués qui se font des clins d'yeux aux feux rouges, qui se parlent dans la rue, qui se liguent contre les automobilistes stupides, bref qui s'amusent comme des fous même lorsqu'ils vont travailler.

Inquiétants ces gens que les embouteillages ne gênent pas, que les interdictions diverses de rouler ou de stationner n'empêchent pas de dormir et qui ne peuvent donc pas user leur agressivité contre « les pouvoirs publics qui ne songent qu'à emmerder les automobilistes ». Déroutants ces gens qui ne commencent pas dans le folklore national et n'écoutent les péripéties radiodiffusées des embouteillages urbains que pour se marrer : ils sont rentrés depuis longtemps.

Inquiétants encore ces gens libérés de la rue et qui donnaient des idées aux malheureux encore coincés dans leurs caisses surchauffées.

Déroutant ce peuple des deux roues qui devenait inclassable et incontrôlable, qui commençait à se faire respecter des bagnoles et qui poussait l'outrecuidance jusqu'à devenir plus prudent sans que personne ne lui répète tous les matins.

Fallaît mettre de l'ordre dans tout cela, ne serait-ce que pour arrêter l'hémorragie de devises provoquée par ces mauvais Français qui s'obstinent à acheter à l'étranger alors qu'ils ont des petites bagnoles pas chères chez eux.

C.-M. VADROT (51 cc) ■

Université: la révolte des assistants

Après Vincennes, Mme Saunier-Séité veut liquider les vacataires et les assistants non titulaires. Ceux-ci sont très nombreux dans le secteur Droit et Sciences économiques (2 000, soit 10,4 % du personnel enseignant) où les mandarins ont toujours mené une politique précise : ils ne veulent avoir à faire qu'à des semi-boursiers d'agrégation, à un « vivier » à leur merci, dans lequel ils n'ont qu'à puiser ceux qu'ils jugent dignes d'être invités à dîner chez eux ou chez leurs collègues ; car telle est la signification réelle du concours d'agrégation dans ces matières.

Contrairement à ce qui se passe en Lettres et en Sciences, les assistants n'ont guère de chances d'être inscrits sur les listes d'aptitude, condition pour devenir maîtres-assistants titulaires, car les mandarins ne veulent pas de maîtres-assistants. Le rapport assistants, maîtres-assistants, dans ce secteur est de 256 %. On exige une « thèse d'Etat », chef-d'œuvre énorme, et plusieurs articles portant sur d'autres sujets. Même en satisfaisant à ces obligations, l'avenir reste incertain. Quelles que soient les mentions ou les éloges des spécialistes, il faut encore plaire à ces messieurs du comité consultatif ou du jury d'agrégation.

Par contre, les mandarins confient volontiers les charges d'enseignement les plus lourdes aux assistants : TD, contrôle continu, examens, cours magistraux, ne trouvant pas preneurs. « Thèse gothique », « concours chinois », corvées, cela ne suffisait pas. Les mandarins voulaient aussi pouvoir congédier les assistants à l'occasion du renouvellement annuel. Les assistants se sont révoltés et, à l'issue d'une grève administra-

tive dure et très suivie, ils ont imposé à J.-P. Soisson, en 1974, le renouvellement automatique. Leur détermination et leurs luttes pour l'obtention d'un statut avaient empêché le ministère de revenir sur ces acquis et d'imposer ses projets successifs de licenciements massifs.

Cette fois-ci, Mme Saunier-Séité s'y est pris différemment : en septembre, où la riposte est plus difficile ; en maquillant ses intentions. Son décret prévoit d'augmenter les charges de service des assistants ayant plus de cinq ans d'ancienneté le 1^{er} octobre 1979 (soit 60 % des assistants en Droit et Sciences économiques) de 150 % sans augmentation de traitement. Quant aux nouveaux, ils retrouveraient leur situation d'avant 1954 : celle de serf mais sans attache à la glèbe : une période d'essai d'un an ; puis deux années pour être inscrits sur les listes d'aptitude renouvelables éventuellement une fois.

Ce décret provocateur est plus habile qu'il n'y paraît. Jusqu'à présent, les différents projets gouvernementaux étaient tous des projets de licenciement massif. Cette fois-ci, il s'agit apparemment plutôt d'écœurer les assistants et d'attendre leur départ volontaire.

Les réponses données aux questions posées par les syndicats le prouvent. D'abord, les assistants ayant cinq ans d'ancienneté seront soumis à une procédure de renouvellement en 1979 comparable à celle qu'ils connaissaient avant 1974. C'est-à-dire qu'il y aura des licenciements massifs là où le rapport des forces est défavorable. Ensuite, ils seront soumis à un contrat qui n'offre aucune garantie d'emploi.

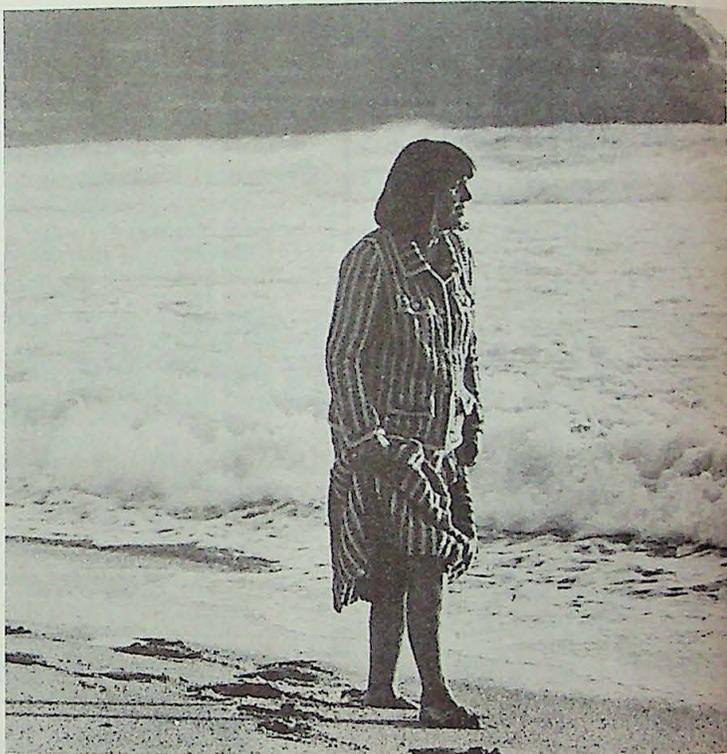
En Lettres, la situation est différente. Il est plus facile

d'être inscrit sur les listes d'aptitude ; ce sont les postes de maîtres-assistants qui manquent (65 % des assistants sont inscrits sur les Listes d'Aptitude aux Fonctions de Maître-Assistant). Mais les inscrits sur les LAFMA se verront appliqué le décret. Dès lors l'unité des assistants, toujours difficile à réaliser, se forme, y compris en Médecine.

Mme Saunier-Séité en veut trop. Le SNEsup F.E.N., le SGEN sup C.F.D.T., l'ANASEJEP (Asso-

ciation des assistants en Droit, Sciences éco.), l'ANEVES (Association de vacataires) ont décidé de procéder à deux jours de grève et d'organiser un rassemblement (le 29 à 14 h 30 à Saint-Germain-des-Prés). Il ne s'agit que d'un début destiné à développer la mobilisation et préparer des actions de plus en plus dures afin de faire reculer le ministère avant le 1^{er} octobre 1979.

J.-M. D. ■



Alice Saunier-Séité :
un décret provocateur

CREDIT PHOTO : P. 1 : A.F.P. ; P. 3 : D.R. ; P. 4 : A.F.P. ; P. 6 : D.R. ; P. 8 : D.R. ; P. 11 : D.R. ; P. 12 : D.R. ; P. 14 : A.F.P. ; P. 16 : Françoise Bassouls (Rush).

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hecet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postés

● **Où va la France ?**

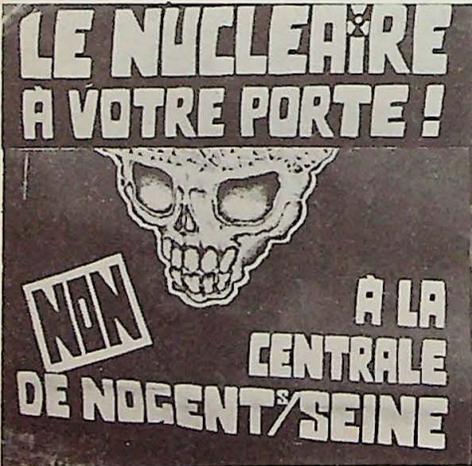
- L'enjeu
par **V. Leduc** p. 5
Sidérurgie : le hold-up du siècle
par **M. Anvers** p. 6
Les ratés de la mobilisation
par **Y. Sparfel** p. 7



- Rocard à la barre
par **L. Goldberg** p. 8
Arrêts de travail :
campagne contre l'absentéisme
par **G. Granier** p. 9

● **Nucléaire**

- Nogent-sur-Seine :
feu vert pour la centrale
par **F. Eugène** p. 10-11



● **Et pourtant elle tourne**

- La défaite de Camp David
par **B. Ravenel** p. 12
Indochine :
redistribution des cartes
par **M. Dufumier** p. 13

● **Les armes de la critique**

- Livres :
A l'Est bien du nouveau
par **B. Blanc** p. 15
Le météore Bukowski p. 16



L'enjeu

Par **Victor LEDUC**



A six mois de la défaite de mars 78, les élections partielles redonnent à la gauche un net avantage sur la majorité. Non seulement les trois élus de gauche invalidés l'emportent largement sur leurs adversaires, mais encore la majorité perd un siège à Nancy et risque fort d'en perdre un second à Paris. Dans cette bataille électorale c'est le Parti socialiste, conforté sur sa droite et même sur sa gauche par les coups de sourd que lui prodigue le P.C., qui se taille la part du lion, au détriment des autres partis de gauche et d'extrême gauche, P.S.U. compris.

Ces succès sont-ils une raison suffisante pour revenir aux accents triomphalistes qui précédèrent le scrutin de mars ? Comme le fait remarquer Jacques Fauvet : « **Le président a plus de deux ans devant lui, et la majorité plus de quatre** ».

C'est dire que de simples performances électorales, si elles sont significatives du mécontentement grandissant contre la politique du pouvoir, ne constituent pas en elles-mêmes un obstacle à la poursuite de cette politique.

C'est bien ce qu'a proclamé avec cynisme Raymond Barre aux journées parlementaires de l'U.D.F. Le premier Ministre est bien décidé à « **maintenir le cap** », c'est-à-dire à exécuter jusqu'au bout le plan de restructuration et d'austérité, vouant au chômage un million et demi de travailleurs, sans tenir aucun compte de ce qu'il appelle le « **folklore** » des manifestations, ni de l'opinion de « **tous ceux qui scribouillent, jacassent, babillent** ».

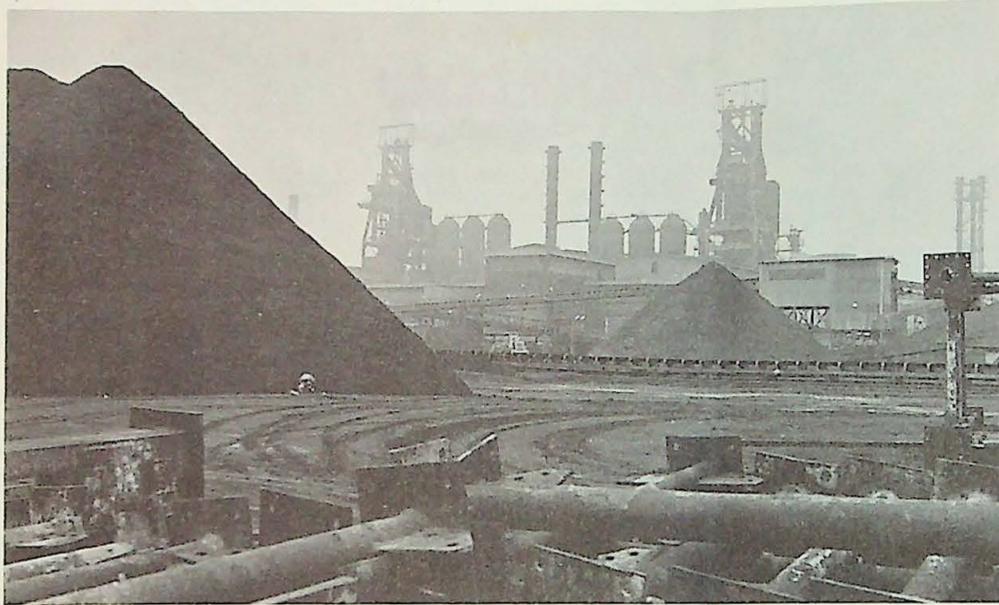
Qu'est-ce qui donne à Raymond Barre cette arrogance, qu'est-ce qui lui permet de défier ainsi les travailleurs des chantiers navals de la Seyne, et ceux de chez Terrin, les sidérurgistes lorrains et l'immense masse de ceux qui se sentent menacés dans leur emploi et dans leur vie de tous les jours, sinon la conviction, qu'en dépit de tout, la paix sociale sera maintenue pour l'essentiel ?

Cette conviction, le premier Ministre la puise non seulement dans la croyance selon laquelle le rapport des forces est durablement établi en faveur du pouvoir par les résultats des élections législatives, mais surtout dans la permanence et même dans l'accentuation des divisions de toute nature, syndicales, politiques, idéologiques chez les travailleurs.

La stratégie de la gauche traditionnelle a volé en éclats. Les contradictions qui sont à l'origine de cet échec n'ont pas disparues. La volonté d'hégémonie de l'appareil du P.C.F. explique un acharnement qui se retourne contre lui, mais qu'il espère payant à terme. Du côté du P.S. la tentation social-démocrate, qu'il s'agisse de la « **gestion douce** » de la crise, version Attali, ou du langage « **responsable** » de Rocard, se fait de plus en plus pressante.

Il ne s'agit, ni de sous-estimer, ni d'exagérer la portée de cette situation. Il n'est pas vrai que le rapport des forces soit si solidement installé par l'issue d'un scrutin, il n'est pas vrai que les divisions soient insurmontables pour les travailleurs. Contribuer à dégager les voies d'une unité populaire offensive, à développer les luttes sociales pour trouver aux forces qui combattent pour le socialisme et l'autogestion un débouché politique, c'est l'enjeu du prochain congrès du P.S.U. ■

où va la France ?



Sidérurgie : Le hold-up du siècle

Giraud et Monory ont raison : le nouveau plan de sauvetage des entreprises sidérurgiques n'est pas une nationalisation.

C'est un fait indiscutable. La puissance publique — Etat, banques nationales, Caisse des Dépôts — possèdera 75 % des actions des trois sociétés financières qui, selon la terminologie gouvernementale, savamment mesurée, vont prendre le contrôle des entreprises sidérurgiques restructurées pour l'occasion.

Pourtant, comme l'ont cent fois répété les ministres de l'Economie et de

l'Industrie, Monory et Giraud, il ne s'agit nullement d'une nationalisation. « Pas une seule fois l'idée de la nationalisation n'a effleuré le gouvernement », a déclaré Monory en présentant le nouveau plan financier. « On n'aura pas besoin de reprivatiser la sidérurgie puisqu'elle l'est toujours », a renchéri Giraud au Club de la presse.

Ainsi, le fabuleux soutien de l'Etat aux sidérurgistes ne s'accompagnera

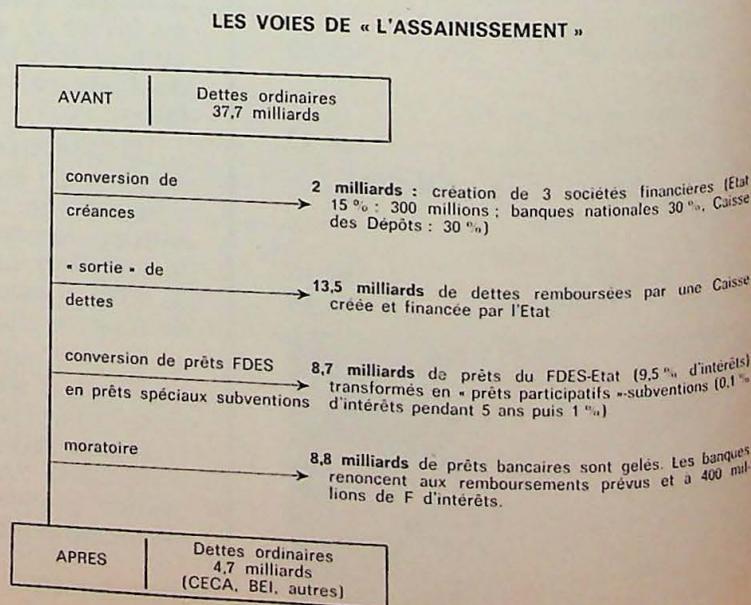
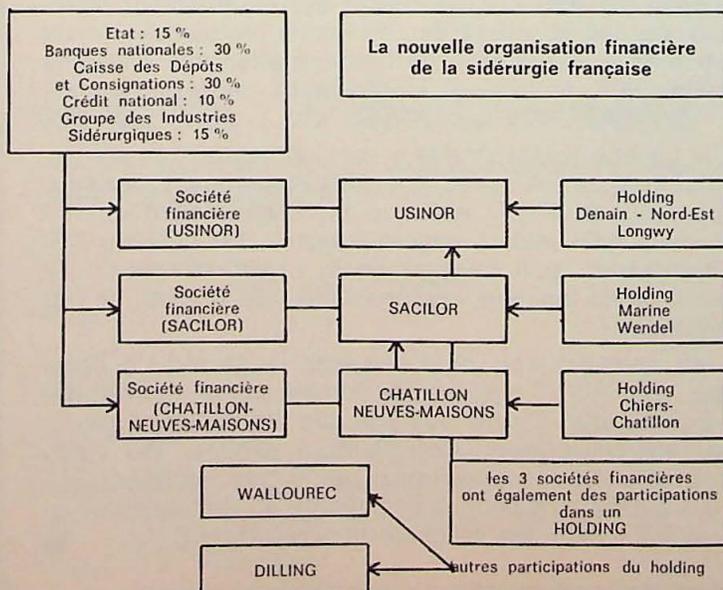
d'aucune contrepartie, si ce n'est la « peau » de quelques patrons qui arrivent d'ailleurs à l'âge de la retraite. Quelles garanties d'emploi ont été données par les maîtres de forge en l'échange d'un allègement de près de 90 % de leurs charges financières ? Aucune, l'Etat ne leur a rien imposé.

Quels objectifs de développement, de politique industrielle, d'aménagement du territoire, leur ont été assignés ? Aucun, l'Etat n'a rien imposé.

Quel cadeau que cet allègement, direct ou indirect, de quelque 33 milliards de dettes, chiffre qui peut être rapproché du chiffre d'affaires de la sidérurgie (34,3 milliards en 1977), ou de celui du produit de l'impôt sur les sociétés (36 milliards en 1977) ! Monory et Giraud ont raison, ce n'est pas une nationalisation, c'est un hold-up, le plus fabuleux de ce siècle.

Il faut que le gouvernement et les patrons se sentent particulièrement sûrs d'eux-mêmes pour, en pleine crise de l'emploi, réaliser cette socialisation intégrale des pertes, et permettre la restauration ultérieure des taux de profit de la sidérurgie. Mais, en fait, cette opération est un exemple supplémentaire de cette « révolution » libérale en marche depuis quelques mois. Elle sanctionne la fin des velléités gaulliennes de contrôle d'un certain développement économique. Les « contrats de programme » qui devaient déterminer les rapports entre l'Etat et les sociétés nationales ou publiques sont en voie de déperissement. L'Etat n'interviendra plus que pour boucher les trous, et permettre la reprivatisation d'activités qu'il juge être redevenues rentables. Attention, à ce propos, au renouvellement des statuts de la SNCF, les anciens arrivant à expiration en 1981...

Marc ANVERS



Les ratés de la mobilisation

Les centrales syndicales prêchent la prudence...

UNE riposte a commencé à prendre forme lundi dernier en Lorraine contre le nouveau « plan acier » du gouvernement et le renflouement financier de l'industrie sidérurgique française. S'associant à une grève prévue depuis longtemps à la Sacilor-Sollac (d'Hagondange en particulier) où les licenciements prévus par le plan Ferry d'avril 1977 se déroulent inexorablement, la plupart des sidérurgistes devaient démontrer que 16 000 licenciements, ça suffit ! Ils voulaient lancer un premier avertissement au gouvernement avant qu'il annonce les nouvelles mesures de dégraissage qui accompagneront sa prise de participation majoritaire dans les trusts de la sidérurgie.

Il faut le dire, cette journée d'action n'a connu qu'un succès mitigé. Elle a révélé la combativité des plus menacés par le chômage (Sacilor en tête). Elle a démontré que dans les usines qui tournent, Usinor à Dunkerque et à Fos, le mouvement de grève était aussi suivi (en particulier pour la réduction du temps de travail, pour la cinquième équipe). Mais, fruit des divisions syndicales (la C.G.T. n'envisageant pas de poursuivre le mouvement à un niveau global), la mobilisation a connu des ratés, à Neuves-Maisons entre autres. Les assemblées générales qui devaient, mardi matin, permettre aux travailleurs de se prononcer sur la poursuite de la grève n'ont donc pas eu lieu. Pourtant ceux qui, à Haucourt, ont bloqué les autoroutes Thionville-Metz et Strasbourg-Paris étaient prêts à aller plus loin qu'une grève de 24 heures. Une fois de plus l'absence d'unité syndicale pèse lourd. Ainsi pendant que les cédétistes maintenaient des piquets de grève devant la Sollac à Florange, les cégétistes se rendaient à Metz pour une manif organisée par le P.C.F.

« La seule solution serait de monter à 100 000 à Paris, d'occuper le ministère, les sièges sociaux », jusqu'à ce qu'on obtienne des garanties pour nos emplois, pour la réduction de la durée du travail, disaient il y a quinze jours, des militants C.F.D.T. de Neuves-Maisons. Ce bon sens, cette logique de la résistance se nourrit du souvenir de la grève des mineurs de charbon de

1963, de la grève des sidérurgistes lorrains de 1967 qui dura 34 jours contre le premier plan Ferry. Cette dernière avait abouti à une négociation offrant certaines garanties sur les modalités de licenciement mais aucun résultat sur les reconversions nécessaires en Lorraine. Onze ans après, doit-on recommencer ainsi ?

NON, semble répondre la C.G.T. qui, en se battant pour une nationalisation totale de la sidérurgie met l'espoir d'une solution globale dans une réponse politique dont on peut se dire à bon droit que ce n'est pas Barre qui l'apportera. En attendant cette hypothétique solution, la C.G.T. opte pour des actions entreprises par entreprise. A ce statu quo, qu'il juge stérile, Jacques Chérèque, secrétaire de la F.G.M.-C.F.D.T., oppose l'idée d'une action pour des négociations tripartites visant à discuter d'une réelle reconversion pour les emplois menacés. Dans une interview à *Libération* (1), il remet en cause ce qu'il définit comme un certain « conservatisme ouvrier » qui consiste à défendre l'emploi quel qu'en soit la nature. Théoriquement juste, l'idée de se battre pour un autre emploi, un autre type de travail et de production, comme l'avance Jacques Chérèque, permet de bâtir une stratégie alternative à la restructuration capitaliste. Mais comment ?

A cette question lancinante, parce qu'elle ne traverse pas seulement la lutte des sidérurgistes, mais aussi celle des ouvriers de la navale, du textile, du bâtiment, de la machine-outil, etc., la F.G.M. donne une réponse qui semble dangereuse : celle de subordonner la bataille immédiate pour le maintien de l'emploi à une discussion avec Barre sur un débat, sur un contrôle d'une reconversion industrielle. Comme la fin ne va pas sans les moyens, elle modèle la mobilisation qui en découle : prudente et diversifiée. Les formules employées par Jacques Chérèque sont claires là-dessus : « On n'est pas très chaud pour une extension du conflit pour l'instant... Les actions ne doivent pas avoir un caractère volontariste... Il faut diversifier les actions pour faire monter la pression... Il faut imposer le débat public... »

Débat avec qui ? Avec une C.G.T. qui se replie sur elle-même, avec une F.O. qui entérine les licenciements ? Avec Barre qui veut mener jusqu'au bout la logique capitaliste ? Ce débat, s'il avait lieu, conduirait surtout à une situation où les patrons et le gouvernement diraient : Oui, oui, discutons de l'avenir, pourvu que là où la restructuration, l'adaptation à la concurrence passent, l'emploi trespasse. Les syndicats italiens, en admettant le principe de l'austérité pour pouvoir négocier des créations d'emploi, ont joué à ce jeu. Ils y ont perdu beaucoup : le chômage ne cesse d'augmenter, la déstabilisation politique s'accélère, les

oubliés de la crise : chômeurs, jeunes, femmes, deviennent légion et l'inflation galope.

LA politique de Giscard et de Barre a le même but : taper fort d'abord (restructurer), pour offrir le compromis ensuite (cogestion de ce qui a été restructuré). En cherchant un compromis tout de suite (pour l'obtention de la cinquième équipe par exemple), la C.F.D.T. espère enrayer ce scénario. C'est un pari tactique lourd de conséquences car il oublie une donnée essentielle : il ne fournit que des réponses à long terme aux travailleurs privés d'emplois. La reconversion industrielle espérée par la F.G.M. suppose en effet une logique économique autre que celle du gouvernement actuel, elle suppose un autre rapport à la concurrence internationale. Ce qui manquait justement à la gauche... Imagine-t-on Barre troquant l'une pour l'autre ? Non, ce serait naïf.

Alors, la F.G.M.-C.F.D.T. ne serait pas seulement pragmatique, mais aussi naïve... Rien ne le laisse supposer. Elle fait simplement un raccourci dans le temps. Elle présente comme possible avec de bonnes intentions, l'obtention d'un contrôle syndical sur la restructuration et sur les suppressions d'emploi qui l'accompagne.

Cet espoir est moins vain et plus précis que la nationalisation demandée par la C.G.T., mais il déboucherait dans l'immédiat, pour le cas où il se réaliserait, sur la cogestion de la crise. Au lieu de cela, ce que Chérèque désigne comme le « conservatisme ouvrier » ne manque pas de bon sens : il pourrait en tout cas servir d'ossature à une mobilisation unitaire massive contre le gouvernement et les maîtres de forge, et pourrait par exemple se fixer un objectif : pas un emploi de supprimé, pas une machine arrêtée tant qu'un reclassement, à la même qualification, ne sera pas possible.

En reconnaissant que Barre a raison de supprimer les installations sidérurgiques en surcapacité, Jacques Chérèque tient certes un nouveau discours, non « archaïque », diraient certains. Il met aussi le doigt dans un engrenage : celui qui, sous couvert de reconnaissance du progrès, de l'évolution de la technologie, des contraintes économiques, conduit à accepter les choix du capitalisme. La question demeure donc : ces choix conviennent-ils ? Si non, il y a des façons plus efficaces de le faire savoir. En particulier, la lutte de classes... Il est vrai qu'aujourd'hui certains lui font faire de sacrés détours vers une stratégie politique, expérimentale pour l'heure, opérationnelle demain (peut-être), qui oublie d'être autogestionnaire, et n'en finira plus de se recentrer vers cette social-démocratie, présentée comme le moindre mal.

Yves SPARFEL ■

(1) *Libération*, du 25 septembre 78, p. 3.



Rocard à la barre ?

La bataille pour le pouvoir dans le Parti socialiste n'est que le prologue d'une bataille pour le pouvoir tout court.

En faisant annoncer par *Le Monde* qu'il entendait être candidat à l'Élysée en 1981, Michel Rocard a donné une dimension nouvelle aux affrontements qui secouent le P.S. depuis mars dernier.

Cette offensive lui permet sans doute de se dégager du borbier des compromis d'appareils, où ses forces ne font visiblement pas le poids. Elle a en tout cas le mérite de fixer clairement les enjeux d'une bataille politique qui ne concerne pas seulement le Parti socialiste.

C'est d'abord à la succession de Mitterrand que Michel Rocard pose sa candidature, avec une certaine audace. Il en fixe même implicitement l'échéance au prochain congrès du P.S. en 1979, puisqu'il propose très clairement de partager le pouvoir avec Pierre Mauroy, conformément d'ailleurs à la tradition social-démocrate française. La formule est habile et peut séduire une base militante avide de renouveau. Elle apporte un semblant de réponse à la crise des grandes (et des petites) organisations du mouvement ouvrier. On mettrait fin au règne quasi-monarchique d'un premier secrétaire tout puissant entouré de ses fidèles. On en reviendrait à une structure bicéphale qui fut celle du Parti socialiste avant Mollet : l'expression publique (et éventuellement les responsabilités du pouvoir d'Etat) à l'un, le contrôle de l'appareil du parti à l'autre, le tout assorti d'une démocratisation des instances dirigeantes.

Une bataille sans merci

En prenant cette formule à son compte, Michel Rocard peut mettre les militants « de gauche » de son côté. Il oblige aussi Mauroy à choisir son camp et à renoncer à la tentation du compromis. Mais il contraint les lieutenants de Mitterrand et les dirigeants du CERES, menacés d'être rejetés dans

les ténèbres, à serrer les coudes et à s'engager dans une bataille sans merci.

Rien ne prouve d'ailleurs que Mitterrand soit décidé à laisser la place et à abandonner ses fidèles à leur triste sort.

Mais le temps presse. Car cette bataille pour le pouvoir dans le parti n'est que le prologue d'une bataille pour le pouvoir tout court. Elle explique la violence du débat idéologique et politique dont elle forme la toile de fond. Mais on aurait tort de considérer qu'elle en est le principal ressort.

En effet après la rupture de l'Union de la gauche et la défaite de mars 78, le Parti socialiste n'a plus réellement de ligne politique.

Certes, dans l'immédiat il recueille sans trop de peine les fruits électoraux du libéralisme sauvage de Giscard-Barre et du repli sectaire du PCF. Ce dernier paye d'ailleurs très cher son attitude passée et actuelle, ce qui est en soi plutôt réconfortant : cela prouve que la classe ouvrière a plus de clairvoyance que lui en attribuent les bureaucrates.

La perspective gouvernementale

Mais le PS peut-il s'installer dans la peau d'une grande force d'opposition tranquille, gérant son capital électoral et ses mairies en attendant mieux ? Il est permis d'en douter. Le Parti socialiste n'est pas le PC : il n'a ni la croyance prophétique en son rôle historique, ni la capacité militante, ni l'insertion dans les masses qui lui permettent de jouer ce rôle très longtemps.

Il lui faut une perspective gouvernementale, faute de quoi la décomposition le guetterait inexorablement. C'est d'ailleurs ce qu'espèrent bien les dirigeants du PC.

De ce point de vue les rocardiens n'ont pas tort d'insister sur la vocation de parti de gouvernement du PS et

de combattre sa fuite en avant dans des thèmes purement revendicatifs. Le PS ne peut visiblement plus se contenter d'une stratégie, d'ailleurs toute verbale, d'Union de la gauche qui subordonne toute perspective de changement à la bonne volonté des dirigeants du PC. De ce côté-là, l'horizon est visiblement bouché : ce n'est pas demain qu'on négociera un « bon » Programme commun. Quant à un retour à une formule de « 3^e force », elle n'est ni crédible ni même possible dans le cadre institutionnel actuel.

Il faut donc au PS une politique : Rocard est le seul à en esquisser une, et c'est précisément ce qui fait sa force. C'est aussi ce qui donne son intérêt à sa démarche. Car il lui faut bien aborder les problèmes de fond et passer au crible de la critique la politique passée, s'il veut capter les « forces sociales » nouvelles au profit d'un Parti socialiste à vocation dominante.

Economiquement incohérent et socialement bureaucratique, le défunt Programme commun ? C'est ce qu'affirme aujourd'hui Michel Rocard, après avoir dit tout le contraire pendant près de quatre ans.

Quelle sortie « sociale » à la crise ?

Mais en quoi précisément peut consister une politique économique « cohérente » ? Comment concilier l'acceptation de ce que M. Rocard appelle les « contraintes » du marché mondial tout en prétendant sortir de la crise, du chômage et de l'inflation ?

Comme le remarque très justement Jacques Attali, les expériences de gestion « sociale » de la crise sont partout mises en échec, parce qu'elles sont de moins en moins compatibles avec le maintien du système capitaliste lui-même. La collectivisation de certaines charges, les transferts sociaux coûtent trop cher et empêchent la reconstitution des taux de profit. Ils ne permettent même plus de rendre tolérable le système et perdent leur attrait par les deux bouts.

Peut-on envisager dans ces conditions une sortie « sociale » de la crise sans remettre en cause la logique de la production marchande et, par voie de conséquence, les mécanismes du marché lui-même mais aussi les rapports de pouvoir dans la société ?

Telle est la principale contradiction du projet rocardien. Les autogestionnaires ont mieux à faire que de s'associer au chœur des invectives qui monte de toutes parts pour faire barrage à l'intrus. A défaut d'apporter des réponses satisfaisantes, Michel Rocard a le mérite de poser de vrais problèmes.

En ce sens sa démarche peut séduire. Il dépend aussi de nous que le débat qui s'ouvre débouche sur autre chose que sur de nouveaux miroirs aux alouettes.

Arrêts de travail : campagne contre l'absentéisme

Le contrôle médical devient un élément de plus dans la vaste entreprise de mise au pas des individus.

La campagne contre l'« absentéisme » continue ; le patronat, le gouvernement, certains secteurs de la Sécurité sociale enfonce le clou. Inutile de rappeler les chiffres. L'ensemble de ces prestations en espèces (maladie, maternité, accidents du travail, invalidité partielle, permanente ou totale) représente environ 13 % du budget de l'assurance maladie ; l'invalidité, pour sa part, en prélève environ la moitié. Depuis 1970, ces chiffres sont à peu près constants : c'est la seule réponse à opposer à cette campagne.

Le contrôle médical des arrêts de travail était jusqu'ici confié par la loi aux médecins-conseils de la Sécurité sociale. En fait, le contrôle patronal existe depuis longtemps dans le secteur public ou para-public : E.D.F., Assistance publique, Tabacs, S.N.C.F., R.A.T.P., Education nationale, P.T.T., etc. Ce contrôle s'est trouvé renforcé après la convention collective de la métallurgie. Le C.N.P.F. acceptait dans certaines conditions de verser le complément de salaire aux travailleurs en arrêt de maladie. Après différents procès qui se terminèrent par des décisions opposées,

le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation, le Parlement ont entériné l'interprétation patronale. La mensualisation devant être appliquée à la plupart des branches du Commerce et de l'Industrie d'ici deux ou trois ans, le contrôle patronal va s'étendre à la quasi-totalité des salariés.

Depuis quelque temps, ce type de contrôle évolué. Le Patronat tend à ne plus assurer ce contrôle lui-même (type Securex) ; il se couvre pour ces prestations auprès de grandes compagnies d'assurances qui organisent elles-mêmes le contrôle (Gameco...). Le patronat n'est pas outre mesure perturbé au niveau économique, le travail étant assuré par la charge supplémentaire des autres salariés ; quant aux compagnies d'assurances, il s'agit de profits ou pertes. On peut leur faire confiance.

Où en sommes-nous ? Le texte du décret d'application de la loi sur le contrôle est en discussion entre le C.N.P.F., l'Ordre des médecins, les syndicats médicaux (C.S.M.F. et F.M.F.) et le Directeur de l'Action sanitaire et sociale, le Professeur Dupeyroux. On

remarquera que les centrales syndicales sont « oubliées ». La première mouture ayant volontairement omis certains articles du code de déontologie sur le secret professionnel, ils y ont été inclus dans la deuxième et cela donne à peu près ce qui suit :

Une liste de médecins sera établie par le Directeur de l'Action sanitaire et sociale sur proposition de l'Ordre et des syndicats médicaux. Pour l'histoire, il faut noter que le ministère voulait que les comités d'entreprises participent à l'établissement de la liste des médecins-flics. On imagine la réponse des syndicats. En cas de désaccord entre le médecin-contrôleur et le médecin traitant, il y aurait expertise (les experts étant désignés par le même processus). Il y a tout lieu de supposer que l'avis du contrôleur prévaudra, et donc que les prestations seront supprimées en attendant l'expertise ou bien le salarié aura sans doute à rembourser le « trop perçu » en cas d'avis défavorable de l'expert. Résultat : le salarié, déjà inquiet d'être contrôlé, aura tendance à reprendre le travail, ce qui apportera la preuve qu'il était un « fainéant » et son médecin un fripon besogneux. C.Q.F.D.

Le contrôle médical est un élément de plus dans cette vaste entreprise de contrôle, informatisé ou non, mis en place pour la gestion de masses de population ou la régulation individuelle au quotidien.

Parallèlement à la bataille contre la loi, il faut par tous les moyens essayer d'en bloquer l'application. Les médecins qui lisent T.S. doivent se préparer à cette obstruction sans se décharger sur l'action de la « population » (argument trop facile mais traditionnel). Les centrales ouvrières, bien entendu, s'apprentent à l'offensive.

G. GRANIER ■

"Mansuétude sélective"

Le projet de loi du gouvernement va aggraver le régime déjà répressif des prisons

Il paraît que les heureux détenus qui ont la chance de bénéficier d'une permission de sortie en profitent immuablement pour commettre d'affreuses bêtises. C'est du moins ce que racontent à longueur de colonnes certains journaux, dont « L'Aurore » et « France-Soir », que M. le Garde des Sceaux ne manque — dit-on — jamais d'ausculter. Et c'est un fait que l'éloge l'émeut, la critique

l'ulcère. Sa dernière trouvaille pour faire taire les attaques conjuguées de ces deux quotidiens de qualité est d'avoir demandé au gouvernement d'adopter un projet de loi destiné à aggraver le caractère répressif des peines de prison.

Désormais, celles-ci « seront exécutées en deux phases : le régime de sûreté et celui de droit commun ». Pendant la première phase, le condamné ne pourra bénéficier d'aucune permission de sortie, ni des régimes de la libération conditionnelle et de la semi-liberté.

Applicable pour une durée comprise entre la moitié et les deux tiers de la peine, le régime de sûreté pourra être prononcé (indifféremment) que le condamné soit primaire ou récidiviste. Que la réforme soit officiellement destinée à frapper les auteurs des infractions les plus graves (crimes de sang, proxénétisme, trafic de stupéfiants, vols qua-

lifés) ne lui ôte rien de ses caractères démagogique et aberrant.

Démagogique : car la Chancellerie reconnaît elle-même que sur 15 000 permissions de sortie accordées (très parcimonieusement) chaque année, elles ne donnent lieu qu'à 0,03 % de « bavures ». 0,03 % qui autorise le Garde des Sceaux à tuer l'espoir des détenus qui peuplent nos 175 prisons.

Aberrant parce que l'emprisonnement redevient (ce que dans les faits il n'a jamais cessé d'être) l'essentiel, la réinsertion sociale l'accessoire. Aberrant parce que ce système est complètement en contradiction avec le principe de l'individualisation des peines qui sous-tend notre système pénal depuis la Libération. Aberrant enfin parce qu'il fera cohabiter deux catégories de détenus, ceux qui en « bénéficieront » et tous les autres, « tombés » avant la promulgation de la loi.

A moins que lesdits heureux « bénéficiaires » ne soient jetés dans de nouveaux quartiers de sécurité renforcée, ce qui réglerait le problème. Bien accepté par les syndicats des personnels de l'administration pénitentiaire, à l'exception de la C.F.T.C., parce qu'il donne aux directeurs des prisons l'illusion d'un accroissement de leurs prérogatives, le projet de Peyrefitte est combattu par toutes les associations de magistrats : violemment — et c'est justice — par le Syndicat de la Magistrature, timidement — mais c'est habituel — par l'Union syndicale des magistrats ; fermement par les juges de l'application des peines, voués à partager leurs pouvoirs avec le procureur et les directeurs de prison.

On comprend mieux aujourd'hui ce qu'entendait le Président de la République au séminaire de Rambouillet quand il inventa le concept de « mansuétude sélective ».

Michel ETIENNE. ■

EN

GEORGES MINAZZI

MARCHE

BON DE COMMANDE

EN MARCHÉ : MINAZZI

DESTINATAIRE

NOM

ADRESSE

Nombre	Prix	Port	Total
1 ex.	24	3,50	27,50
5 ex.	120	10,40	130,40
10 ex.	210	13,40	233,40
20 ex.	380	18,80	398,80

Chèques à l'ordre de Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C.P. 19706 28 Paris.

30 ans de lutte à Peugeot-Sochaux.

L'itinéraire d'un militant

Syros

Nogent-sur-Seine : Feu vert pour la Centrale

Il est encore possible de s'opposer à l'implantation. Mais tous les mouvements anti-nucléaires doivent, sans tarder, coordonner leurs efforts sur la région.

La mise en place du programme de centrales électronucléaires semble se poursuivre inexorablement, d'autant que les projets du gouvernement en la matière se développent sans beaucoup d'entraves après les élections législatives. On savait que les centrales ne seraient pas réservées aux Bretons et aux Lorrains; voici en effet que les actions se précisent en région parisienne.

On se rappelle que l'autorisation de construction d'une centrale est précédée par une « enquête d'utilité publique » aboutissant à la constitution d'un dossier que la population peut en principe librement consulter et contester (1). Dans le cas de Nogent-sur-Seine, site retenu à la limite des départements de l'Aube et de la Seine-et-Marne, donc très près de Paris, en amont, E.D.F. a demandé l'autorisation de procéder à l'enquête d'utilité publique en août 1976. La demande concernait la réalisation de deux tranches de 1 300 mégawatts (MW), dont les années de programme seraient 1981 et 1982, pour une mise en service respectivement en juin 1987 et février 1988; les travaux devaient débuter en 1979.

Aujourd'hui, il y a du neuf: l'autorisation du dépôt de demande de déclaration d'utilité publique vient d'être donnée, en juin 1978, par une lettre de Giraud, ministre de l'Industrie, au directeur d'E.D.F.; l'annonce en a été faite après le Conseil des ministres du

5 juillet, au cours duquel la politique énergétique nucléaire a été totalement confirmée: au-delà des 25 000 MW déjà engagés depuis cinq ans, on poursuivra la construction de centrales électronucléaires au rythme de 10 000 MW par an.

Nouvelle étape

Le feu vert est donc donné à E.D.F. pour engager en particulier des travaux d'études sur le site de Nogent. Si l'ensemble des documents préliminaires rassemblés par E.D.F. n'est pas encore soumis officiellement à l'enquête publique aujourd'hui, on s'attend à ce qu'il le soit incessamment, probablement dès octobre.

Dans quel contexte se situe cette étape nouvelle et importante vers la construction d'une centrale dans la région parisienne?

• Il y a tout d'abord les prévisions d'E.D.F. concernant la croissance de la consommation d'énergie en région parisienne et en Champagne-Ardenne (les deux régions seront alimentées par l'électricité produite à Nogent). Ces prévisions sont rassemblées dans le tableau ci-dessous.

La production de deux tranches à Nogent serait, en comparaison, de 16 milliards de kilowatts/heure. Notons, une fois de plus, que la prédiction de la croissance en énergie électrique, sur

	Région parisienne	Champagne-Ardenne
Consommation électrique en 1976 par habitant	2 840 kWh	3 200 kWh
Nombre d'habitants en 1976	9 960 000	1 340 000
Taux de croissance prévu :		
— jusqu'en 1985	7,00 % par an	8,50 % par an
— de 1985 à 1990	5,50 % par an	5,50 % par an
D'où les besoins en électricité (milliards de kWh) :		
— 1976	28,3	4,3
— 1985	52,0	9,0
— 1990	68,0	11,0

laquelle s'appuie la politique de tranches gigantesques de 1 300 MW, a été faite par E.D.F.; aucune analyse détaillée et contradictoire des besoins de la consommation n'existe qui étale les chiffres donnés dans le tableau.

• Les assemblées responsables de la région parisienne ne s'opposent pas à la construction de la centrale de Nogent. Dès 1974, le Comité consultatif économique et social (C.E.S.) et le Conseil d'administration du district de la région parisienne avaient émis un avis de principe favorable. Le même C.E.S. de la région d'Ile-de-France a discuté en janvier 1978 un rapport sur « L'Énergie et la région d'Ile-de-France ». Ce rapport s'insère évidemment dans les grands schémas directeurs conduisant la politique gouvernementale: réduction de la dépendance énergétique du pays et du déséquilibre de la balance commerciale. Appliquée à la région parisienne, cette ligne directrice conduit à préconiser: a) une économie d'énergie de 15 à 20 %, « sans diminuer le confort »; b) une politique régionale de l'énergie visant à assurer l'indépendance de la région parisienne, grosse consommatrice comme on l'a vu, par rapport aux autres régions françaises. Ceci suppose donc, selon le rapport, que l'on implante les deux centrales nucléaires de Nogent en amont de Paris et d'Achères (en aval), avant dix ans. A notre connaissance, la C.G.T., qui siège au C.E.S., a demandé, lors de la discussion, qu'on ajoute « rapide » à la demande d'implantation de ces centrales avant dix ans; seule la C.F.D.T. a protesté et voté contre les propositions faites dans ce rapport.

Par ailleurs, le Préfet de la région d'Ile-de-France, M. Lanier, a distribué en juillet 1978 une communication pour le Conseil régional et le Comité économique et social d'Ile-de-France, intitulée « Projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine ». Ce texte annonce qu'une enquête administrative inter-services va être lancée dans l'immédiat, enquête destinée à « la mise au point définitive du dossier E.D.F. ».

Accalmie post-électorale

• Quelles sont les réactions de la population? Depuis 1975, une quinzaine de communes voisines de Nogent ont refusé l'implantation de la centrale. A Nogent même, le Conseil municipal a récemment émis un vote nul (11 voix contre 11).

Une manifestation importante a eu lieu sur le site le 26 juin 1977, à l'appel de l'Union régionale parisienne C.F.D.T., du P.S.U., des Amis de la Terre, de la coordination antinucléaire Ile-de-France, du Comité antinucléaire de l'Aube...

Le 22 juillet 1978, une journée d'information, à laquelle participaient, C.F.D.T., F.E.N. et la coordination antinucléaire d'Ile-de-France, s'est tenue à Nogent.

QUESTIONS DE TERMINOLOGIE

On entend souvent parler des centrales nucléaires CP1, CP2 ; que recouvrent ces sigles ? Ils s'appliquent aux centrales construites sous licence américaine (type PWR : Pressurized Water Reactor), donc ils ne désignent pas les centrales graphite-gaz ou à eau lourde déjà en fonctionnement.

CPI veut dire : Contrat de Programme n° 1 ; le contrat fut passé avec Framatome dès avant le plan Messmer, c'est-à-dire avant 1974 ; les turbo-alternateurs sont fabriqués par Alsthom. Exemples : Bugey, Fessenheim. Les centrales CP1 sont en service.

CP2 veut dire : Contrat de Programme n° 2 ; il lie de même la puissance publique à Framatome, mais les turbo-alternateurs sont de type CEM. Exemples : Dampierre, Gravelines, etc. La mise en service industrielle des centrales CP2 débutera en 1979. CP1 et CP2 désignent exclusivement des centrales de 900 MW.

La tranche des centrales de 1300 MW débutera avec la mise en service de Paluel (Seine-Maritime) en 1983. Les centrales de 1300 MW ne font pas partie de CP2.

Que faire ? Il est encore possible de s'opposer à l'implantation de la centrale de Nogent, en dépit du très réel tapis de velours sur lequel joue le gouvernement en cette période post-électorale. Si le gouvernement se sent si libre, c'est évidemment qu'il profite d'une accalmie dans l'action des mouvements antinucléaires ; ceux-ci sont certes moins forts sur la région parisienne qu'à proximité de certains sites de province ; par ailleurs ils souffrent de leur dispersion organisationnelle, que les élections ont aggravées, dans la mesure où le Front autogestionnaire n'a pas pu rassembler tout le courant antinucléaire.

Il est tout juste temps de mettre en place une coordination efficace de ces mouvements au plan national et au plan régional, afin que la situation préoccupante de Nogent puisse être affrontée. On peut s'attendre dans les prochaines semaines qu'E.D.F., selon des pratiques déjà éprouvées, fasse entreprendre par des organismes autres qu'elle-même, par exemple le B.R.G.M. (2), des études et sondages de terrains, et ce en dépit du fait que les terrains prévus pour la centrale (212 hectares) appartiennent encore dûment à leurs propriétaires (ceux-ci sont une soixantaine).

La plus grande vigilance s'impose donc, et les militants du P.S.U. doivent participer aux efforts en cours pour reconstituer une coordination entre les mouvements antinucléaires.

Françoise EUGENE ■

(1) On peut s'instruire sur les avatars d'un dossier d'enquête d'utilité publique en lisant La Gazette Nucléaire n° 17, tout entière consacrée au site du Pellerin (Loire-Atlantique) et aux luttes contre le projet de centrale. On peut commander La Gazette Nucléaire au G.S.I.E.N., 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.

(2) B.R.G.M. : Bureau de Recherches Géologiques et Minières.



La manifestation du 26 juin 1977 : depuis, il y a eu les élections...

Bretagne :

"Mazoutés aujourd'hui, radio-actifs demain"

Ce sera donc Plogoff, petite commune du Finistère-Sud, située à la pointe du Raz. Le Conseil régional de Bretagne, réuni au début de la semaine à Saint-Brieuc, a tranché : il a choisi Plogoff pour accueillir la deuxième centrale nucléaire de Bretagne — la première étant celle du Pellerin en Loire-Atlantique. Les votes se sont ainsi départagés : 44 voix pour (celles de la droite), 21 contre (celles du P.S., du P.C. et de l'Union Démocratique Bretonne) et 5 abstentions (quelques « droite » égarés...). Ce résultat confirme donc le choix du Comité économique et social de Bretagne, qui s'était déjà prononcé.

Entre temps, 15 000 personnes sont descendues samedi dans les rues de Brest pour s'opposer — parfois violemment — à la construction d'une nouvelle centrale. Venus des cinq départements bretons, y participaient les comités anti-nucléaires, tous les partis et organisations de gauche, les syndicats, de nombreux inorganisés.

Derrière les banderoles du P.S.U.-Bretagne, 2 à 3 000 personnes se sont rassemblées sur les mots d'ordre : **Non à la croissance capitaliste, non au nucléaire civil et militaire, pour un socialisme autogestionnaire et écologique.**

Une initiative des sections P.S.U. de Cornouaille (Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé) avait auparavant rencontré un bon écho : à leur appel, en effet, 23 organisations, écologistes et de gauche, s'étaient réunies pour constituer un collectif contre l'implantation d'une centrale nucléaire, à Plogoff ou ailleurs.

En Bretagne, le slogan « mazoutés aujourd'hui, radio-actifs demain » reste plus que jamais d'actualité.

Dans T.S. la semaine prochaine : le dossier du nucléaire en Bretagne. ■

et pourtant elle tourne



Kaddafi, Arafat, Hussein :
une rencontre surprise

La défaite de Camp David

Carter, Bégin et Sadate ont recherché d'abord un arrangement contre les forces qui "déstabilisent" le Moyen-Orient. En premier lieu, contre la résistance palestinienne

Le voyage de Sadate à Jérusalem a marqué une date dans l'histoire du Moyen-Orient. Les accords de Camp David viennent donner un éclairage supplémentaire qui permet de mieux fixer les nouvelles tendances de la période.

Un mot d'abord sur le problème de la fameuse « double lecture » possible des textes issus de Camp David. L'éditorial d'Alain Tlemcen (1) a dit ce qu'il fallait en dire. On peut y ajouter ceci : dans toute cette histoire, Sadate, à aucun moment, n'a été le représentant du peuple palestinien ; il n'en a même pas joué le rôle. Tout au plus, a-t-il essayé de contribuer à dégager une autre Direction palestinienne plus disposée à traiter, ce qui suppose un affrontement avec l'O.L.P.

En fait, de quoi a-t-il été essentielle-

RECTIFICATIF : une coquille s'est glissée dans l'interview de Khalem Fahum (T.S. n° 795). Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes. Il fallait lire (1ère question) : « ... on suppose par les services secrets irakiens... ».

ment question à Jérusalem ou à Camp David ? On a discuté de la sécurité de l'approvisionnement des Etats-Unis en pétrole, de la stabilité des régimes politiques « modérés », du maintien de l'ordre (impérialiste) dans la région (récemment menacée par le peuple iranien), du contrôle de la Méditerranée, de la nécessité de réduire encore l'influence de l'U.R.S.S. dans toute la région. Or, sur tous ces problèmes, Carter, Bégin et Sadate représentent *les mêmes intérêts*. Il en découle pour tous la nécessité de « neutraliser », c'est-à-dire en dernier ressort de combattre la résistance palestinienne.

Si bien qu'en dernière analyse, il n'y a pas eu à Camp David négociation mettant en jeu des intérêts divergents ; il y a eu recherche commune d'un arrangement contre les forces qui déstabilisent le Moyen-Orient. Ce qui frappe, c'est donc le caractère fondamentalement *unilatéral* de ces discussions, en dépit de toute une série d'ajustements délicats à opérer (le retrait du Sinaï, par exemple).

De ce point de vue, enfin, les hésitations de l'Arabie Saoudite et de Hussein de Jordanie ne peuvent faire illu-

sion ; elles relèvent de divergences tactiques dans le cadre d'une stratégie avec laquelle ils sont d'accord.

Or, qu'est-ce qui fonde aujourd'hui l'identité des intérêts entre les Etats-Unis, Israël et l'Egypte ?

Ce sont les progrès rapides de *l'intégration capitaliste* du monde arabe, dirigée par le capital séoudien issu des excédents pétroliers. L'Egypte, la Jordanie, le Soudan, mais aussi la Syrie, se trouvent intégrés dans ce modèle de développement où il s'agit de combiner le capital financier, la technologie occidentale et la main d'œuvre arabe. Face à cette situation, les Etats-Unis sont obligés de redéfinir dans la région un nouvel ordre impérialiste beaucoup plus articulé, moins unilatéralement centré sur le capitalisme israélien. Il s'agit d'encourager la tendance aux accords bi et multilatéraux, intégrant Israël dans le nouveau système régional et évitant la guerre comme solution aux conflits inter-impérialistes locaux (tel celui qui opposerait, par exemple, l'Arabie Saoudite à Israël).

L'unité arabe aujourd'hui

C'est dans ce contexte très modifié par rapport à celui issu de la deuxième guerre mondiale que se pose le problème de *l'unité* du monde arabe.

Après avoir atteint son apogée en 1974, au sommet de Rabat, qui consacrait l'O.L.P. comme le représentant légitime du peuple palestinien, le monde arabe a connu une évolution politique très rapide.

Aujourd'hui, le monde arabe est à la fois divisé et uni. *Divisé* en structures étatiques, politiques et idéologiques très différentes et souvent contradictoires ; *uni* par une parenté religieuse et linguistique, et par une histoire commune dont les effets politiques ne sont pas épuisés.

Plus précisément, l'idée nationale arabe a été la réponse que la population arabe a donné à la situation qui lui a été imposée par l'impérialisme ; elle est même née pratiquement en Palestine face au développement de l'immigration juive à la fin du siècle dernier. Pour les masses arabes dominées par le colonialisme britannique, ou français, ce sentiment a capitalisé l'aspiration à la dignité et à la liberté. C'est dans cet esprit qu'ont été menées les luttes de libération nationale.

Tout en ayant répandu l'idée de la possibilité d'un dépassement des frontières nationales, le mouvement nationaliste arabe, après la défaite du colonialisme classique, s'est trouvé dans une double impasse. D'abord, l'indépendance politique a amené au pouvoir des classes dirigeantes ayant chacune

des intérêts spécifiques et même une volonté hégémonique se heurtant aux intérêts du voisin. L'échec de la fusion entre l'Égypte et la Syrie a bien marqué les limites de l'idéologie unitaire. De plus, si ce mouvement avait mis fin au colonialisme, l'impérialisme n'en a pas pour autant quitté la région.

Or, aujourd'hui les progrès de l'intégration capitaliste régionale poussent à une modification du contenu de l'idée transnationale arabe : à l'anti-impérialisme *politique* (l'anticolonialisme) doit s'ajouter l'anti-impérialisme *économique*, c'est-à-dire en fait l'anti-capitalisme. L'unité des peuples arabes ne se reconstituera que si elle prend en charge cette nouvelle dimension et si elle renonce à concilier les intérêts inconciliables.

Cette situation en pleine évolution explique en partie l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement national palestinien.

La résistance palestinienne au carrefour

En effet, la lutte du peuple palestinien est devenue un catalyseur du processus révolutionnaire dans le monde arabe. Sa lutte contribue à y radicaliser les aspirations sociales et politiques. En même temps, l'O.L.P. représentant l'unité nationale du peuple palestinien, dans la tradition du mouvement national arabe, en reflète l'ensemble des contradictions. Or, celles-ci, avec les initiatives de Sadate, ont atteint un point de non-retour. A partir de ce moment le camp arabe s'est divisé en deux. D'un côté celui « dirigé » par l'Égypte, de l'autre le camp de la « fermeté ». Cependant cette division ne représente pas véritablement une séparation *stratégique* nette. S'il est vrai que l'Algérie et la Libye sont, avec l'Irak, les deux seuls pays pétroliers à conserver sur leur territoire des structures bancaires et financières exclusivement étatiques leur garantissant une certaine autonomie et une certaine liberté de mouvement vis-à-vis de l'impérialisme, il n'en est pas de même pour la Syrie. D'autre part, l'O.L.P. ne renonce pas à une stratégie privilégiant les rapports inter-étatiques et les liens avec le « camp socialiste ». Elle continue ainsi à négliger les nouvelles contradictions internes au monde arabe, en particulier les nouveaux problèmes de classe qui s'y posent. De même, elle est amenée à ne pas poser le problème de son indépendance vis-à-vis de la politique des blocs.

Aujourd'hui, ce n'est pas tant le problème de la critique des choix que fait l'O.L.P. — pouvait-elle faire autrement ? —, qui se pose que celui de la nécessaire analyse en profondeur des causes qui sont à l'origine de tels choix.

Mais on ne peut s'empêcher de penser à l'attitude qu'aurait en ce moment le peuple égyptien si *hier* le mouvement palestinien avait eu une position

claire en faveur de la révolte populaire d'Hérouan en 77.

De même on ne peut s'empêcher de penser qu'une analyse plus précise des caractéristiques du peuplement juif en Israël (nationalité spécifique et pas simplement groupe religieux) permettrait une appréciation politiquement plus efficace sur les contradictions internes à ce pays, surtout dans les couches victimes de la politique économique « libérale » du Likoud.

On voit ainsi l'extrême importance des problèmes posés et des difficultés à résoudre face au défi de Sadate. Il

ne s'agit pas de s'interroger sur le fait de savoir s'il y a victoire ou défaite. Il y a défaite du mouvement révolutionnaire dans la région. Il faut s'interroger sur la nature de cette défaite, sur ce qui l'a permise et sur la façon de conserver et de faire fructifier le potentiel, le patrimoine et l'expérience accumulés. Ainsi seront créées les conditions permettant la contre-offensive. Sinon cette défaite peut ne pas être la dernière.

Bernard RAVENEL ■

(1) Tribune socialiste, n° 795.

Indochine: Redistribution des cartes

Vietnam, Laos, Cambodge : une partie à trois, avivée par des rancunes ancestrales... et les pressions exercées par les deux super grands communistes.

Recrudescence des combats entre Vietnam et Cambodge ; soutien direct des Vietnamiens aux communistes Khmers opposés au régime de Phnom Penh ; exode massif des « Hoas » (Chinois) du Vietnam ; incidents frontaliers sino-vietnamiens ; mise en garde de Hanoï contre l'« expansionnisme chinois » à la conférence des pays non-alignés ; adhésion du Vietnam au COMÉCON ; les pays de l'ANASE (1) accusés autrefois d'être inféodés aux États-Unis, courtisés aujourd'hui tout à la fois par Moscou, Hanoï et Pékin ; etc. Il ne se passe plus une journée sans que nous parvenions d'Indochine une de ces informations témoignant de l'extension du conflit sino-soviétique à cette région du monde. Le temps n'est pourtant pas si loin où « les trois peuples frères », khmer, lao et vietnamien, bénéficiaient de l'aide conjointe des Soviétiques et des Chinois dans leur lutte commune contre l'impérialisme américain. Comment a-t-on pu alors en arriver là si rapidement ?

Le poids de l'histoire

On a tôt fait d'expliquer ces récents événements en Indochine par les rancunes ancestrales issues de la longue rivalité ayant opposé autrefois le royaume d'Annam à ses deux voisins du Cambodge et du Laos. Les Français surent, il est vrai, entretenir à leur profit ces vieilles inimitiés en introduisant systématiquement des Vietnamiens dans ces deux derniers pays, comme « garde *chiourme* » dans les plantations ou comme bureaucrates dans l'administration coloniale.

Ces vieilles rivalités ne sont d'ailleurs jamais vraiment éteintes, même au plus fort de la résistance contre les Américains. Tout d'abord parce que les masses paysannes se mobilisèrent surtout par nationalisme, sous l'influence de fronts de libération nationale au sein desquels les partis communistes, plus ou moins clandestins, ne purent pas toujours mettre en avant la solidarité internationale de classe. Mais aussi et surtout, parce que le mouvement communiste lui-même ne sut pas mettre fin à ces querelles en son sein : les dirigeants communistes khmers ont toujours reproché aux Vietnamiens de vouloir dominer ses voisins dans le cadre d'une fédération indochinoise. Ce à quoi les Vietnamiens répondent qu'il n'a plus jamais été question d'une telle fédération depuis qu'en 1951, le Parti communiste indochinois (créé en 1930 dans le cadre de l'Indochine française) s'est scindé en trois partis distincts et que les accords de Genève aient reconnu en 1954 l'indépendance des trois pays. Cela n'a pas empêché Pol Pot et Ieng Sany de purger progressivement de leur mouvement les éléments ayant appartenu auparavant au P.C.I. ou tout simplement susceptibles d'avoir des sympathies pro-vietnamiennes ; quitte à devoir « recréer » de toutes pièces en 1960 le Parti communiste khmer dont l'existence ne sera d'ailleurs révélée qu'en septembre 1977.

Les révolutionnaires des trois pays surent néanmoins taire leurs divergences et faire cause commune tout au long de l'agression américaine. Les Vietnamiens n'ont pas ménagé leur soutien à la résistance khmer jusqu'en 1975, et les deux partis se mirent d'accord en 1966 pour reconnaître comme frontière commune le tracé établi par

les Français avant 1954. Seul persistait un différend sur l'interprétation à donner à la « ligne brévié » en ce qui concerne la frontière maritime. Or, c'est précisément dans cette zone que l'on a découvert récemment du pétrole.

Aussitôt libérés du joug américain, les trois pays d'Indochine entreprirent entre eux des négociations bilatérales. Mais si celles-ci aboutirent rapidement entre Vietnam et Laos à une reconnaissance mutuelle des frontières et à des accords de coopération économique et militaire, elles se prolongèrent au contraire longuement entre Vietnam et Kampuchéa, jusqu'à ce que Phnom Penh rompe unilatéralement ses relations diplomatiques avec Hanoï, le 31 décembre 1977. Entre temps, le conflit s'était largement internationalisé.

Les deux géants « communistes »

Les relations entre le Vietnam et la Chine n'ont jamais été des plus chaleureuses, même lorsque celle-ci soutenait matériellement la résistance vietnamienne. Le Parti communiste vietnamien a toujours marqué ses distances à l'égard du maoïsme et plus particulièrement de la « théorie des trois mondes ». Mais si Hanoï s'est toujours refusé de suivre Pékin dans sa dénonciation du « *social-impérialisme russe* », il refusa tout autant de suivre Moscou dans ses projets de « pacte de sécurité collective » en Asie ; et ceci, même après que les Chinois aient unilatéralement envahi les îles Paracels en 1972. De toute évidence, les dirigeants vietnamiens s'efforcèrent pendant longtemps de maintenir un certain équilibre entre les deux puissances, conformément au testament d'Ho Chi Minh qui prêchait la réunification du mouvement communiste international.

Cette politique s'avéra de plus en plus difficile après 1975. Le soutien chaque jour plus direct du gouvernement chinois aux dirigeants khmers ont incité les communistes vietnamiens à se rapprocher davantage des Soviétiques. A cela s'est ajouté l'ingérence évidente de Pékin dans le problème des Hoas du Vietnam. On sait, qu'afin d'enrayer le marché noir et la spéculation sur les produits de première nécessité dans les villes du sud, les communistes vietnamiens durent nationaliser tout le commerce privé, qui était pour une large part dans les mains de ces Vietnamiens d'origine chinoise. C'est alors que la propagande chinoise a directement incité les Hoas de toutes professions à rejoindre la Chine, provoquant ainsi des troubles économiques dans certains secteurs directement productifs.

Enfin, les récents incidents frontaliers ont contraint les Vietnamiens à faire de nouveau appel à l'aide militaire soviétique. Moscou pourrait même disposer, à terme, d'une base au

Vietnam, ce à quoi les communistes vietnamiens s'étaient refusés jusqu'à présent.

Toujours dans le souci de ne pas trop faire les frais du conflit sino-soviétique, le Vietnam et le Laos pri-

Blessés chinois : on ne compte plus les accrochages.



rent un grand soin à diversifier leurs relations diplomatiques. Ils confirmèrent notamment leur attachement au groupe des pays non-alignés et s'efforcèrent même de nouer de bonnes relations avec les pays d'Europe occidentale et plus particulièrement la France.

Malheureusement, le gouvernement français n'a pas répondu très favorablement à leurs espoirs, et le récent voyage de M. de Guiringaud à Hanoï n'a pas relancé l'enthousiasme soulevé par la visite à Paris de M. Pham Van Dong l'an dernier. C'est que le gouvernement français ne veut sûrement pas s'aliéner les autorités chinoises dont il apprécie la récente évolution (cf. le soutien à certains régimes réactionnaires d'Afrique) et ne s'intéresse à l'Indochine que dans la mesure où il est encore possible d'y faire des affaires (Elf Erap serait désireux de participer à l'exploitation du pétrole vietnamien). Les relations diplomatiques de la France avec le Laos viennent d'être rompues par suite du soutien à peine déguisé qu'offrent nos services officiels à Bangkok, à des mouvements laos réactionnaires.

Marc DUFUMIER ■

(1) A.N.A.S.E. : Association des nations de l'Asie du Sud-Est, créée en 1967 sous l'égide des Etats-Unis, et regroupant la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et les Philippines.

Nicaragua : le massacre

« Pas de quartier, achevez-les tous !... » Ce sont les mots d'ordre, suivis à la lettre, de Somoza lui-même, le dictateur du Nicaragua, et de son fils, commandant en chef de sa garde prétorienne. Les récits de massacre et de terreur, rapportés par les témoins depuis deux à trois semaines, concordent tous : pour le clan Somoza, qui règne sans partage depuis 40 ans sur ce petit pays d'Amérique centrale, il ne s'agit pas seulement d'étouffer une insurrection menée par les guerilleros sandinistes, mais surtout de châtier tout un peuple qui a osé redresser la tête.

Le soulèvement général semble aujourd'hui écrasé. La garde nationale, véritable armée privée équipée et entraînée par les Etats-Unis, aidée de l'extérieur par les dictatures voisines, patauge dans le sang. Les villes sont saccagées, les cadavres brûlent dans les rues.

Cette répression féroce n'a pas suscité la moindre réprobation de la part de l'Organisation des Etats Américains (l'OEA), réunie la semaine dernière à Washington. Mais elle scelle à jamais — au-delà même de l'analyse politique — la haine que la majorité d'un peuple voue à la dictature des Somoza.

Il faut savoir par ailleurs qu'aux dires de Somoza en personne, le Nicaragua négocie en ce moment un important contrat d'armement avec le gouvernement français.

C'est pourquoi s'est constitué en France le Comité de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua, à la requête du Front Sandiniste de Libération Nationale. Ce comité auquel participe le P.S.U. demande à tous :

- de manifester une solidarité active et unitaire avec la lutte populaire qui s'est développée depuis quelques mois et qui continuera pour abattre la dictature ;
- d'appuyer le M.P.U., mouvement que s'est donné le peuple du Nicaragua regroupant l'ensemble des forces syndicales et politiques populaires, et qui a déclenché la grève ouvrière ;
- d'appuyer le Front Sandiniste de Libération Nationale qui se trouve à la tête du mouvement populaire d'insurrection et propose une alternative politique à la dictature ;
- de condamner les interventions militaires extérieures des dictatures militaires du Honduras, Salvador et Guatemala, et l'envoi de mercenaires US, toutes choses qui ne peuvent se faire sans l'accord du gouvernement des USA. ■

Pour prendre contact :

Comité de solidarité avec le peuple du Nicaragua, 67, rue du Théâtre, 75015 PARIS.
Pour les dons : Michel GRIFFON - Compte bancaire : BNP 844-52.

les armes de la critique

Science fiction: A l'Est bien du nouveau

Mais qu'écrit donc
Stanislas Lem?

L'événement, ces jours-ci, nous vient de l'Est. La Pologne nous expédie dans les genives un écrivain dont il ne faut, surtout, manquer aucun rendez-vous : Stanislas Lem.

Ceux qui aiment le space-opera intelligent (mais quand même bourré d'exotisme démobilitateur) ont apprécié son *Invincible* (Presses Pocket, série S.F., n° 5010). Plus cher, mais diablement plus intéressant, *Le congrès de futurologie* (éd. Calmann-Lévy, coll. « Dimensions », 28 F) nous décrivait une contre-utopie d'un pessimisme absolu où la population déginglée et polluée vit un nouveau Moyen-Age fait d'épidémies et de crasse, mais ne s'en aperçoit pas parce qu'elle baigne dans une drogue qui lui cache cette réalité et lui fait croire qu'elle évolue quotidiennement dans un environnement de Sofitel. Un livre, en plus, à hurler de rire. Que demande le peuple ?

Le nouveau roman de Lem, c'est ça, l'événement dont je vous causais ci-dessus : un drôle de titre, *Le rhûme* (Calmann Lévy, 42 F), une intrigue de roman policier (des victimes, une enquête) et sans doute l'un des livres de S.F. les plus forts publiés en 1978. Bien qu'écrivain officiel — et peu suspect de dissidence — Stanislas Lem ne peut nous laisser indifférent. Il décrit une nouvelle forme de pollution meurtrière due au hasard, incontrôlable, et sa démonstration est si logique, si vraisemblable, qu'on se dit : oui, c'est comme ça que ça se passe. Et on met son masque.

Événement de l'Est, encore : la campagne de presse lancée par les écrivains français de S.F. en faveur du dissident Zinoviev a

peut-être porté ses fruits. L'auteur des *Hauteurs béantes* (éd. L'âge d'homme, 60 F) — encore une contre-utopie à faire se dresser les cheveux sur la tête, mais dirigée cette fois contre les pays du goulag — a pu enfin passer à l'Ouest. Il sera présent à Bruxelles, au tout début novembre, à l'occasion de la Quatrième convention européenne de science-fiction. Aux côtés de l'impérialiste (et fier de l'être) Van Vogt. Les conversations promettent d'être sulfureuses, et il y aura sans doute quelques micros cachés par-ci par-là. Les déclarations de Zinoviev ne passeront sûrement pas inaperçues. C'était notre rubrique : la S.F. fabrique aussi la politique (1).

De l'autre côté du rideau de fer, aussi, ça bouge. Le Français Michel Polac, par exemple, nous donne avec *Le Q.I. ou le roman d'un surdoué* (éd. Belfond) un furieux roman apocalyptique. Pour devenir intelligent, il suffit de manger la cervelle d'un génie. Ça peut être simplement un crime crapuleux isolé. Mais quand ça devient une religion d'Etat, le monde en est bouleversé. Polac n'en perd d'ailleurs pas le sourire. *Le Q.I.* est un livre extrêmement rigolo. A-t-on le droit de se marrer avec la déginglée de notre société, et avec les victimes de tous les Seveso du monde, ça, c'est une autre histoire.

Sur un thème très proche, mais avec un sérieux plus crédible, c'est le *Crise de Lester Del Rey* (Robert Laffont, coll. « Ailleurs et Demain », 38 F). Un roman anti-nucléaire tiré d'une nouvelle écrite en 1942 et qui explique en détails tous les dangers (y compris politiques) d'une installation nucléaire pacifique. En 1942 ? Il n'y avait pas de centrales, encore, à l'époque, et pourtant Del Rey prévoyait déjà tout ce qui va se passer à Malville... C'est ça, la science-fiction ! *Crise* a attendu plus de vingt ans pour paraître en français, alors que les éditeurs savent bien racler les fonds de tiroir de la S.F. anglo-saxonne. Ce n'est pas un hasard. *Crise* est un livre qui dérange les bureaucrates de l'atome. Tellement même que Gérard Klein, directeur de la collection, a fait suivre le livre d'un dossier où s'exprime un type du C.E.A. On y apprend que finalement l'atome ne mord pas si fort que ça, qu'il ne faut pas s'angoisser. Et puis, hein, c'est les neutrons ou les caverneux. Faut choisir ! (2)

Pour détendre l'atmosphère, on pourra lire un roman dit « pour la jeunesse » écrit par un français de talent, Christian Léourier. Ça s'appelle *L'astéroïde noir* (éd. Hachette, coll.

« Voies libres ») et ça comporte tous les ingrédients de *La guerre des étoiles*. Mais retournés comme une crêpe, Christian Léourier n'aime pas la violence et annonce bien fort que même dans la S.F. traditionnelle d'aujourd'hui « le temps des mercenaires est achevé ». Voilà une bonne nouvelle. Si ça pouvait être vrai, aussi, dans la réalité !

Bernard BLANC ■

(1) Des renseignements pour aller serrer la main à Zinoviev, à Bruxelles, du 1^{er} au 5 novembre : Bernard Goorden, B.P. 33, Uccle 4, 1080 Bruxelles. Ceux qui veulent soutenir l'action des gens de la S.F. en faveur de Zinoviev peuvent écrire à Yves Frémion, 5, avenue de la Résidence, 92160 Antony.

(2) Signalons qu'*Univers 14*, le trimestriel de S.F. de chez « J'ai Lu », publie ce mois-ci un important dossier sur le nucléaire dans la S.F., signé d'un certain Bernard Blanc. Mais qui c'est ce mec qui s'appelle comme moi ?

cinéma

Les mains sales

● *L'argent des autres*, de Christian de Chalonge. Salles : Biarritz (723-69-23) ; Paramount-Elysée (359-49-34) ; Danton (329-42-62) ; Miramar (326-41-02) ; Rex (236-83-93) ; Marivaux (742-83-90) ; Magic-Convention (828-20-64) ; Galaxie (580-76-86) ; Mistral (539-52-43) ; Gare de Lyon (343-01-59) ; Secrétan (206-71-33).

Fêlures dans les grandes finances et krach banquier : Henri Rainier (Jean-Louis Trintignant), fondé de pouvoir brusquement licencié, découvre qu'il est manipulé par ses supérieurs qui cherchent à lui faire endosser l'entière responsabilité de quelques magouilles peu recommandables. Pour l'homme de quarante ans, cette accusation brise à tout jamais une carrière et salit une réputation : dans l'esprit de tous, Henri Rainier demeurera le traître qui s'est enrichi sur le dos des petits épargnants. Entre deux demandes d'emploi qui échouèrent, il décide de démasquer son patron (étonnant Michel Serrault) et de livrer bataille au Capital. Aidé de sa femme (Catherine Deneuve) et d'une jeune syndicaliste bagarreuse (Juliet Berto), il se lance pour sauver sa peau dans un combat qu'il sait perdu d'avance : on ne brise pas le pouvoir de l'argent.

Avec l'aide précieuse de Pierre Dumayet, qui a signé des dialogues caustiques et souvent ironiques, Christian de Chalonge a bâti un film qui réussit à nous captiver de façon permanente, même si, quelquefois, le parti pris de fantastique étouffe un peu le propos. On se passerait volontiers de la séquence de panne d'électricité qui plonge le film dans un crépuscule de tragédie grecque, mais le reste de la démonstration est clair et net. Avec « *L'argent des autres* » (tiré du roman homonyme de Nancy Markham), on passe en dix leçons le permis d'escroquer et on découvre que les truands qui s'avouent sont parfois moins dangereux que les citoyens au-dessus de tout soupçon. Sur ce point, l'affaire de la Garantie foncière et celle du Patrimoine foncier étaient déjà fortement explicites, mais il est bon que la fiction vienne soutenir et renforcer la réalité aux mains sales.

Fabian GASTELLIER ■



BON DE COMMANDE
ACCUEILLIR LA PETITE ENFANCE : GEDREM

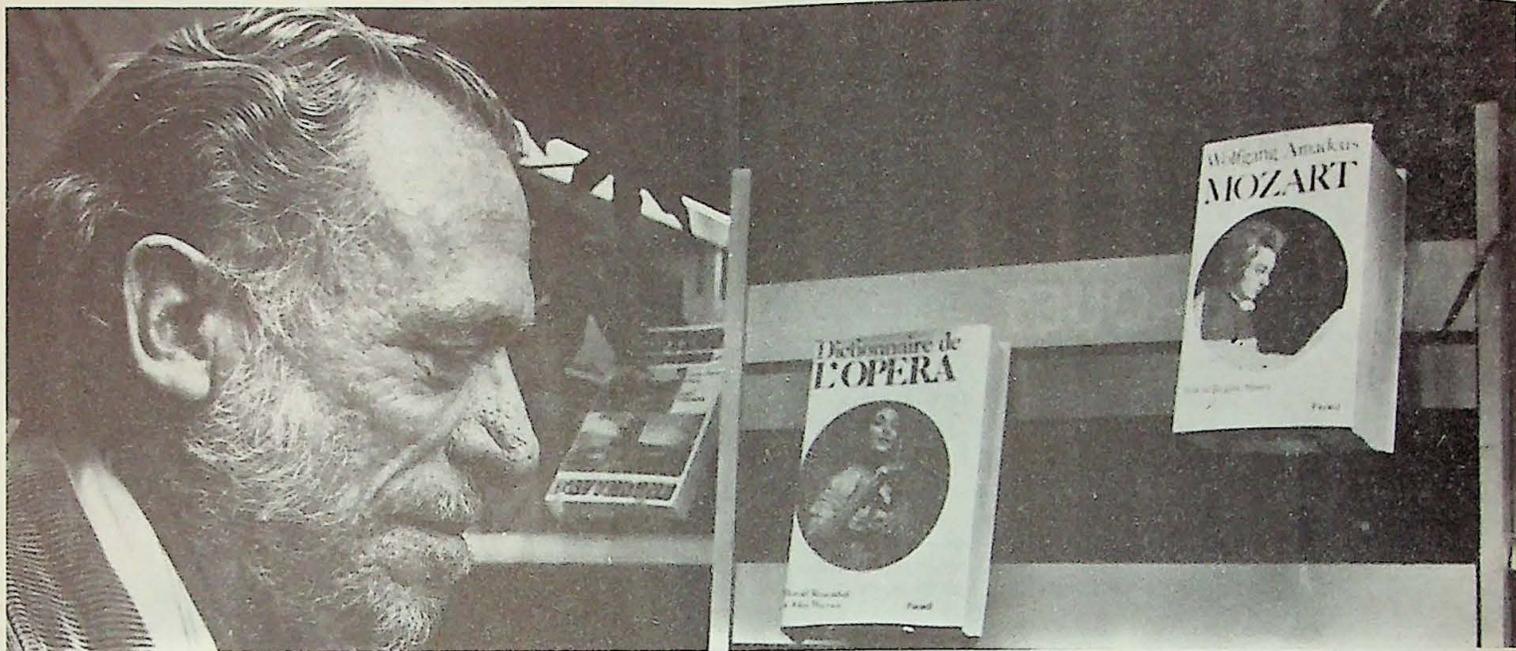
DESTINATAIRE

NOM

ADRESSE

Nombre	Prix	Port	Total
1 ex.	36	5,00	41,00
5 ex.	165	13,40	178,40
10 ex.	300	16,20	316,20
20 ex.	570	29,20	599,20

Chèques à l'ordre de Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C.P. 19706 28 Paris.



Le météore Bukowski

« Apostrophes », l'émission littéraire la plus suivie, celle qui fait vendre des milliers de livres, celle que les attachés de presse courent au max, « Apostrophes » ronronne. Quel qu'en soit le thème : le football, la dissidence, la S.F., ou n'importe quoi d'autre, on s'emmerde ferme. Tout le monde est très poli et très sérieux. Tout le monde veut placer ses livres. Sauf un drôle de type, vendredi 22 septembre. Avec un nom à coucher dehors : Bukowski. Un nez gros comme une pomme de terre, une gueule pas possible et toujours une bonne demi-douzaine de canettes de bière dans ses poches. Un poivrot comme on en voit sous les ponts. Mais qu'est-ce qu'il fout à la télé, ce mec ? Pivot l'explique, tout content : Bukowski est « celui par qui le scandale arrive ». Marginal, l'égal de Miller, d'Hemingway, de Burroughs : il ne voulait pas rater ça, dans son émission.

Bien mal lui en prit : car Bukowski, ce soir-là, n'a pas joué la comédie. Il est resté comme dans ses livres : malotru, emmerdeur, soulard, fouteur de pagaille. Pour la première fois à la télé, pendant une émission « culturelle », quelqu'un a osé descendre trois litres de vin blanc (au moins). Vous imaginez la tête de M. Alcotest qui est tombé sur cette séquence par hasard ce soir-là alors qu'il cherchait un bon western à la télé ? Et la frimousse de Mme Conditionféminine quand elle a vu Bukowski péter, soulever les robes de l'écrivain Catherine Paysan, et en direct !

Dans les livres, voyez-vous, on peut dire n'importe quoi. C'est de la littérature, on se pâme. Mais il ne faut surtout pas faire ce qu'on raconte. Même Cavanna a été outré. Lui, le libertaire qui gueule chaque semaine dans *Charlie Hebdo* contre le fascisme et les assassins de la liberté d'expression, n'a rien trouvé de mieux que de menacer : « Ferme-la, ou tu prends mon poing dans la gueule, Bukowski... » Bravo, Cavanna : je suis sûr que ce vendredi-là, tu as vendu plein d'exemplaires de ton livre, *Les Ritals* (éd. Belfond), chez les anciens d'Algérie.

Buk a clamé quelques poèmes (traduits, c'est plus facile à comprendre, dans le recueil qui sort ces jours-ci au Sagittaire, *L'amour est un chien de l'enfer*), puis en a eu marre. Il s'est levé en tanguant, il a



donné quelques petites claques sur le sommet du crâne dégarni de ce cher Dr Ferdière, l'amoureux de l'électro-choc, et s'est barré en pleine émission, pour aller boire un coup avec les motards qui, ce jour-là, faisaient la fête dans Paris.

Mais qui est donc ce Buk qui a réussi, à lui tout seul, avec son petit air endormi, à faire trembler la rue Cognac-Jay ?

Ecoutez, ne comptez pas sur moi, maintenant, pour faire de l'histoire littéraire. Lisez plutôt ses recueils de nouvelles. Il y raconte sa vie de long en large, ses cuites, ses partouzes, ses amis cinglés, ses rixes, ses états d'âme... De tout et de rien : la vie d'un mec qui en connaît un bout parce qu'il a zoné des années et bouffé de la vache enragée à en choper quelques beaux ulcères.

Lisez les *Mémoires d'un vieux dégueulasse* et *Postier* aux Humanoides associés (coll. « Speed 17 »). Lisez les *Contes* et *Les nouveaux contes de la folie ordinaire* (deux vol. au Sagittaire). Il est bien possible que vous ne vous en relèviez pas.

Bukowski est l'écrivain le plus génial de cette fin de siècle. Ses histoires sont bourrées de petites explosions d'humour hénarques, de mégalomanie délirante, mais aussi de leçons de révolte et de haine de l'ordre.

Bukowski n'aime pas la politique, il dit finement que c'est « l'art d'enculer les mouches ». Et pourtant ses histoires sont les plus politiques que je connaisse. Parce qu'elles font rire. Parce qu'elles parlent de la misère américaine. Parce qu'elles font vivre sous nos yeux tous ceux qui refusent le système. Parce qu'elles sont branchées sur la vie, la vraie vie, celle des viscères et du sexe.

Bukowski, « jambe d'éléphant ratée professionnelle », comme il s'appelle lui-même, ne peut pas laisser indifférent. Au-delà de la révolte et de la provocation, on découvre chez lui une immense tendresse pour ceux qui souffrent, et l'extraordinaire désir d'une autre vie, tout de suite. L'alcool qu'il descend à longueur de journée n'est pas un problème, parce qu'il ne lui enlève rien de sa lucidité, au contraire.

Buk est le meilleur écrivain de ce temps. Surtout parce qu'il s'en fout complètement.

Bernard BLANC ■